

10/04/2013

Leçon d'inauguration de la Biennale Démocratie 2013 « Utopique. Possible ? »

Turin, Teatro Regio

Président Zagrebelsky, illustres invités, chères amies et chers amis,

s'il existe un mot auquel l'histoire de l'humanité doit beaucoup, un mot auquel moi aussi, mon engagement professionnel et la fonction que j'ai l'honneur d'exercer aujourd'hui doivent beaucoup, ce mot est bien utopie.

Car l'utopie raconte le doute. Et, faute de doutes, la politique ne serait qu'un photogramme immobile, un exercice de vanité, une condition de solitude.

Qui dit utopie dit recherche. Recherche de ses propres limites, à traiter avec respect, avec pudeur, mais sans peur. Relever le défi du changement, qui est la promesse la plus noble de la démocratie : voilà ce qu'est l'utopie.

L'utopie, c'est le voyage : le besoin irrésistible de se mettre en route, d'abandonner un lieu sûr et confortable pour pousser son regard au-delà de l'horizon. Car ce qui compte, comme l'écrivait le poète grec Kavafis, c'est partir : « ...quand tu partiras pour Ithaque, souhaite que le chemin soit long, riche en péripéties et en expériences... »

Sans cette condition ardue et stimulante, sans l'utopie d'un nouveau voyage, que serait devenue notre histoire ? Comment aurions-nous pu imaginer qu'un jour le président de la principale nation du monde serait le fils d'un Africain, sans le devoir de cette utopie ?

Et si mon histoire m'amène aujourd'hui à présider la Chambre des députés, c'est aussi peut-être grâce à toutes les utopies tenaces et silencieuses que j'ai essayé d'exprimer au cours de plus de vingt ans, du droit des derniers et des persécutés à ne pas rester à jamais les derniers et les victimes, à la faim d'espoir et de vie de ceux qui ont pris la route sans savoir s'ils arriveraient un jour à destination. Je pense au voyage de centaines de milliers de migrants et de réfugiés auxquels le Haut Commissariat des Nations Unies et d'autres organisations essayent, jour après jour, de restituer la dignité et l'avenir.

Certes, l'histoire nous enseigne que l'utopie est souvent considérée comme une hérésie en politique. Pour autant, y aurait-il une utopie plus nécessaire aujourd'hui que celle qui nous pousse à imaginer l'Italie comme un pays où les droits, les égalités et les dignités civiles seraient enfin des mots certains, des règles reconnues, des principes respectés ?

Nous vivons à une époque marquée par les inégalités. 1% de la population mondiale détient 40% de toutes les ressources de la planète. Les trois personnes les plus riches du

monde ont le même poids économique que les 600 millions d'êtres humains les plus pauvres. Sans aller trop loin, la fortune des dix Italiens les plus riches correspond aux ressources des huit millions d'Italiens les plus pauvres.

Si la politique ne relève pas le défi de soigner ces blessures de civilisation, si nous ne sommes pas capables d'affronter l'utopie urgente et possible d'un pays et d'un monde plus équitables, de quelle bonne politique serions-nous en train de parler ?

La crise en cours a produit des effets dramatiques sur la vie des individus mais dans sa dureté elle nous oblige à redéfinir les noms et les jugements que nous attribuons aux événements politiques et sociaux. Elle nous pousse à raccourcir la distance qui sépare l'utopie de la possibilité.

Je prendrai seulement trois exemples, parmi le large éventail que nous offre le cadre national et international.

La question du budget de la défense qui – en Italie – il y a peu de temps encore, ne suscitait de critiques que dans les milieux pacifistes. Aujourd'hui, les demandes de réduction de ce budget sont bien plus étendues, à tel point qu'au cours des derniers mois plusieurs forces qui soutenaient le gouvernement ont revendiqué le mérite des réductions les plus significatives. Pourquoi ce changement? Parce que la crise économique nous a poussés à considérer les investissements militaires sous un angle différent. Un débat qui jusqu'à hier était considéré comme « idéologique » nous place aujourd'hui devant un dilemme concret : voulez-vous posséder quelques chasseurs-bombardiers de plus ou pensez-vous que cet argent pourrait être investi pour soutenir les dépenses sociales ? L'utopie d'un monde moins armé a enfin abandonné toute abstraction pour se transformer en un débat pressant sur la possibilité d'une affectation différente des ressources publiques.

Deuxième exemple. Le débat autour du système bancaire. La critique à l'égard de la finance spéculatrice a longuement été l'apanage de groupes que l'on considérait comme radicalement alternatifs au système économique capitaliste. Encore une fois, la crise a renversé nos positions : aujourd'hui, il est normal de demander aux banques qu'elles en reviennent à leur fonction de soutien aux entreprises et aux ménages, et il est tout aussi normal de condamner les spéculations financières qui, en l'espace de quelques secondes, peuvent pousser un pays et ses citoyens au bord du gouffre.

Troisième exemple. Les questions environnementales. Ceux qui osaient critiquer le modèle de développement dominant, en demandant de mettre un frein aux phénomènes de l'exploitation illimitée des terres, des constructions sans règles, de la monétisation des beautés naturelles au prix de leur défiguration étaient accusés d'être en dehors de l'histoire. Dans ce cas, plutôt que la crise économique c'est la dévastation évidente de l'Italie qui a ouvert nos yeux. La protection du territoire n'est pas le rêve bucolique du retour à l'Arcadie, mais le seul modèle de développement effectivement applicable dans un pays comme le nôtre, béni par tant de richesses environnementales. L'« utopie » présumée d'un développement éco-durable est devenue la voie à prendre pour entamer notre reprise.

Et la possibilité de s'attaquer à la question des coûts de la politique, comme j'essaye de le faire aujourd'hui en ma qualité de Présidente de la Chambre des députés, n'était-elle pas considérée comme utopique, jusqu'à il y a quelques mois ? C'est aussi pour cette raison que ma première action a été de réduire de façon significative la rémunération ainsi que les privilèges qui m'étaient accordés. Ma deuxième action a été de demander à tous les députés exerçant des fonctions institutionnelles d'en faire autant : et leur réponse a été positive. Et nous avons l'intention de poursuivre sur cette voie.

Je ne le fais pas, croyez-moi, pour rechercher un consensus facile ou pour de simples exigences d'économie. Je le fais parce qu'à une époque aussi difficile pour la vie des ménages italiens, dès lors que beaucoup d'entre eux sont forcés de faire des sacrifices et des économies au-delà de leurs possibilités, les institutions surtout, et surtout ceux qui s'occupent de politique, se doivent de donner un signal concret de rigueur et de transparence.

Si j'avais nourri des doutes à l'égard de la nécessité d'un tel choix de rigueur et de sobriété, le drame de Civitanova Marche les aurait sûrement dissipés.

Romeo Dionisi, Anna Maria Sopranzi, son frère Giuseppe, trois personnes comme il faut, honnêtes, qui se sont retrouvées seules, écrasées sous le poids matériel et moral de leur pauvreté.

Mourir à cause de la misère et de la dignité meurtrie est une injustice intolérable !

Lorsqu'on décide de s'ôter la vie parce que soudain on se retrouve insupportablement pauvre, lorsqu'on a perdu jusqu'au droit à l'espoir – et cela c'est déjà passé trop de fois en Italie – cela veut dire que la société n'a plus de filets de protection sociale appropriés. Et cela veut dire que trop de monde pense que la pauvreté est une condition dont il faut avoir honte, que le cynisme nous pousse à croire que si quelqu'un est pauvre c'est de sa faute car il n'est pas assez doué, malin, rusé. Qu'il ne sait pas se faire valoir, comme sauraient le faire par contre ceux qui mettent en avant leurs richesses, indépendamment de la manière dont ils les ont accumulées. N'est-il pas vrai que beaucoup, voire trop d'Italiens sont de cet avis ?

Et pourtant la qualité d'un individu ne se mesure pas à son revenu.

Et pourtant, inscrit dans l'esprit profond de notre République, il y a l'article 3 de la Constitution que j'ai choisi pour guider mon action.

Permettez-moi de le relire avec vous : « Tous les citoyens ont une même dignité sociale et sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques, de conditions personnelles et sociales. Il appartient à la République d'éliminer les obstacles d'ordre économique et social qui, en limitant de fait la liberté et l'égalité des citoyens, entravent le plein épanouissement de la personne humaine et la participation effective de tous les travailleurs à l'organisation politique, économique et sociale du pays ».

Cet article ne se limite pas à nous rappeler que nous sommes tous égaux : il nous dit également que la République doit éliminer les obstacles qui entravent l'épanouissement des individus ainsi que leur participation à la vie du pays. Et la République n'est pas une entité abstraite : c'est nous, c'est vous, ce sont nos institutions, les forces politiques et sociales, les écoles, les universités, les lieux de travail et de production.

Au lieu de diminuer, les inégalités ont hélas augmenté au cours de ces dernières années. Et la crise en cours a multiplié et amplifié les obstacles à éliminer. Je pense à l'article 3 lorsque je lis les données publiées il y a quelques semaines, qui indiquent que 57 mille étudiants ont quitté l'université italienne au cours des dix dernières années. Ce chiffre signale plus dramatiquement que tout autre que les promesses d'égalité qui étaient crédibles pour nous - leurs parents - ne sont, pour nos jeunes, que des mots dépourvus de signification.

Président Zagrebelsky, jamais je n'aurais pu imaginer, il y a juste un mois, que je serais appelée à exercer la haute fonction qui m'honore aujourd'hui. Après les premiers instants de surprise et, je l'avoue, d'effarement, j'ai essayé de concentrer toutes mes énergies sur une mission que j'estime prioritaire par rapport à toutes les autres : aider à renouer les liens profondément déchirés entre les citoyens et les institutions.

J'ai voulu prendre au sérieux les critiques qui s'élèvent des profondeurs du pays contre les partis et la politique. Et jamais vous ne m'entendrez qualifier ces critiques d'« antipolitiques ». Non pas parce que le danger représenté par des populismes autoritaires et illibéraux m'échappe : l'Europe en compte trop d'exemples, hélas. Mais cette demande de transparence et d'honnêteté n'est pas l'ennemie de la bonne politique, au contraire, elle en est l'essence même. Tout comme le mépris généralisé à l'égard de la corruption, du gaspillage des ressources publiques, de l'exhibition vulgaire et affectée du pouvoir n'est pas une protestation vague.

Eh bien : cette demande de transparence est aussi la mienne. Et cette intolérance à l'égard des malhonnêtes est aussi la mienne. C'est pourquoi, au début de mon mandat, j'ai voulu lancer un signal clair à l'opinion publique et aux forces politiques, en me présentant avec une carte de visite qui contribue à rapprocher les institutions de la population, pour que les salles du Parlement soient perçues comme « la maison de la bonne politique ».

Mais le moment est venu aussi d'affirmer, avec autant de clarté, que l'idée de la « politique gratuite » est une utopie négative, un modèle qu'il faut mettre de côté, même s'il peut encore compter sur d'importants soutiens médiatiques. La politique ne peut pas être représentée uniquement ou surtout comme une course à la réduction des coûts. Et c'est une banalité que de vouloir comptabiliser les euros qui seraient « gaspillés » à chaque séance parlementaire, comme si l'échange de vues, l'approfondissement, aussi laborieux qu'il soit, des problèmes, étaient un gaspillage permanent de temps et d'argent.

De même, je ne partage pas une autre simplification très à la mode de nos jours, selon laquelle la politique ne devrait être financée que par des particuliers. Soyons clairs, je suis fermement persuadée qu'il faut nous doter de règles plus strictes que celles dont nous disposons, mais je reste de l'avis que la participation à la vie démocratique ne doit pas nécessairement dépendre de la générosité de quelques bailleurs de fonds. Car la bonne

politique réside dans l'exercice responsable de nos fonctions : libres, avant tout, de tout conditionnement.

En revanche, une utopie qui me paraît nécessaire, et qui mérite toute notre considération, est celle d'une participation de plus en plus élargie des citoyens, y compris par les outils offerts par le Net. La société italienne maintient un niveau élevé de participation, et ce en dépit de la crise qui frappe aussi les acteurs de la représentation sociale et politique. Ce soir nous allons rendre un hommage mérité à l'artiste qui plus que tout autre a su nous rappeler le lien indissoluble entre la participation et la liberté.

C'est la participation qui fait de nous des citoyens avertis, comme l'exige notre Constitution, alors qu'une forte action économique et médiatique, qui concerne toutes les sociétés, voudrait faire de nous (et de nos jeunes surtout) des consommateurs à plein temps, dont la citoyenneté se manifesterait tout au plus par le dépôt d'un bulletin dans l'urne.

Le Net offre de nouvelles possibilités importantes d'information et d'implication, et pourtant l'idée d'une soi-disant démocratie directe qui fonctionnerait selon le schéma « un écran, une voix » ne m'attire pas. Beaucoup peut être fait pour renforcer les instruments de la démocratie parlementaire, en abrégant les distances qui séparent les représentants des représentés.

J'espère que la Chambre des députés puisse bientôt entamer la discussion sur la proposition qui vise à renforcer l'initiative législative populaire. À ce jour, cet outil n'a produit aucun résultat appréciable : dans le temps, les textes signés par au moins 50 mille citoyens sont trop souvent restés dans les tiroirs du parlement, sans pouvoir bénéficier d'aucune voie préférentielle. Nous devons nous engager à modifier les règlements parlementaires, pour que l'examen d'un texte signé par un nombre approprié de citoyens devienne rapide et obligatoire et pour permettre aux promoteurs du projet de loi de suivre directement l'évolution de leur proposition.

Ce même objectif sera poursuivi par la « campagne d'écoute » que j'entends promouvoir à la Chambre des députés. Il s'agira de la rencontre avec les acteurs sociaux, économiques, culturels qui représentent les questions les plus pressantes pour notre communauté citoyenne. L'ouverture de la « maison de la bonne politique » à ceux qui travaillent tous les jours à la solution des problèmes. J'aimerais que cette ouverture puisse accompagner l'activité législative dans le cadre d'un échange fructueux, avec les instruments ordinaires des auditions au sein des commissions parlementaires.

Et nous devons nous engager à retrouver une relation féconde, intense et loyale avec l'Europe. L'Europe envisagée dans le Manifeste de Ventotene, cette utopie extraordinaire et précieuse fabriquée en résidence surveillée, dans l'isolement de la déportation fasciste. Altiero Spinelli et Ernesto Rossi comprirent que le seul remède contre les dictatures et les guerres, contre cette époque malheureuse où les hommes se battaient contre leurs pairs serait un grand projet fédéraliste européen. C'est le défi que nous devons relever, après tant d'années de réticences et de désengagement : restituer à l'Italie l'orgueil de se battre pour les États-Unis d'Europe. Une Europe des droits, des opportunités, de l'égalité de dignité. Une Europe dont nos enfants se sentent citoyens à plein titre, qu'ils soient nés à

Palerme ou à Berlin. Une Europe capable de faire de la solidarité et de la cohésion sociale non seulement des postes budgétaires mais des conquêtes de son action politique. Une Europe capable de défendre et de renouveler son système de protection sociale qui à juste titre a été défini comme « l'invention d'ingénierie sociale la plus extraordinaire des 150 dernières années ».

Une Europe qui mette au cœur de son architecture institutionnelle et civile les biens communs, qui représentent les piliers de toute démocratie : l'air, l'eau, l'environnement, la culture, les savoirs... Et pourtant en Italie les biens communs ont souvent été bradés, négligés, pliés aux logiques du profit. L'Italie est l'un des pays qui investit le moins dans la culture et dans l'éducation en Europe. Mais l'Italie est aussi le pays qui, par un référendum, a su restituer à l'eau publique son inviolabilité de bien collectif, ressource de tous, dignité de chacun.

Ce référendum, ainsi que le million et quatre cent mille signatures qui l'ont accompagné, ont représenté un geste de saine indignation collective. Salvatore Settis a raison d'écrire que pour alimenter l'espoir et lui donner une forme il faut cultiver notre indignation, et pas l'étouffer comme si elle ne concernait que le passé. Là aussi je pense que la politique et ses institutions ont une tâche importante à accomplir : nous devons affranchir les citoyens de la résignation et de l'habitude, leur faire comprendre que le plein exercice du droit de citoyenneté consiste à participer, proposer, choisir, décider, contrôler. Et aucun d'entre nous ne peut renoncer à ce droit.

En conclusion, permettez-moi de le dire : même la démocratie, dans sa conception la plus haute et accomplie, risque de paraître une utopie. Mais comment pourrions-nous nous soustraire à ce défi, sachant que le journal de toute démocratie s'écrit au travers de la vie matérielle, des efforts de millions d'hommes et de femmes ? S'occuper de ces vies et de ces efforts n'est pas une utopie : c'est le signe de la bonne politique. À Montecitorio tout comme dans le village le plus reculé d'Afrique.

Pensez à Kogelo, juste un tout petit point sur la carte géographique du Kenya, quelques maisons posées sur la ligne de l'équateur. Dans les années 1950, un homme est parti de Kogelo. Son fils est aujourd'hui le président des États-Unis d'Amérique.

Voilà, chers amis, ce qu'est notre sage utopie !

Je vous demande de mettre de côté toute forme de cynisme et d'oser ! Mettez des ailes à votre imagination, n'ayez pas peur ! N'ayez pas peur de porter votre regard sur le monde. Retrouvez le rêve, les valeurs de la solidarité, de l'égalité, de la dignité humaine. Car ces principes ne sont pas simplement des paroles vertueuses : ils renferment l'essence de la vie qui viendra. D'une politique responsable. D'une démocratie heureuse.